

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 2982

19 JUILLET 1991. — Décret modifiant le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er}, les mots « la Commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles » sont remplacés par les mots « la Commission communautaire française », les mots « l'Etat » par les mots « la Communauté française » et les mots « du ministre qui a la Culture française dans ses attributions » par les mots « de l'Exécutif ».

2^o Au dernier alinéa, les mots « le ministre qui a la Culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'Exécutif ».

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. § 1^{er}. Les bibliothèques publiques reconnues ou créées par la Communauté française sont locales, principales, centrales, itinérantes ou spéciales.

La bibliothèque publique locale s'adresse à la population d'une ou de plusieurs communes. Elle peut être constituée de plusieurs entités bibliothéconomiques de différentes importances — locales-pivots, filiales et dépôts — et être organisée sous la forme d'un réseau destiné à couvrir son territoire. Lorsque le réseau est constitué d'entités bibliothéconomiques qui relèvent de pouvoirs organisateurs différents, les modalités de leur collaboration sont déterminées par une convention conclue entre les pouvoirs organisateurs concernés qui installent, à cet effet, un comité de coordination.

La bibliothèque publique principale exerce ses activités dans le cadre géographique de plusieurs communes et assiste les bibliothèques publiques locales de son ressort.

La bibliothèque publique centrale assiste les bibliothèques publiques principales et locales de son ressort.

La bibliothèque publique itinérante dessert les localités dépourvues de bibliothèque et peut prêter son concours aux bibliothèques publiques locales.

La bibliothèque publique spéciale est destinée à pourvoir aux besoins de lecture de personnes qui, normalement, ne peuvent fréquenter les autres bibliothèques publiques.

§ 2. L'Exécutif détermine les conditions générales relatives à la classification, à l'implantation, à l'aire géographique et à l'organisation des bibliothèques.

L'Exécutif détermine pour chaque catégorie de bibliothèques les conditions particulières de reconnaissance.

Il détermine l'organisation et le fonctionnement spécifique des bibliothèques créées par la Communauté française. »

Art. 3. A l'article 3 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o A l'alinéa 1^{er} les mots « le Roi » sont remplacés par les mots « l'Exécutif » et les mots « le ministre qui a la Culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'Exécutif ».

2^o A l'alinéa 2, les mots « du ministre qui a la Culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « de l'Exécutif ».

3^o L'alinéa 3 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« L'Exécutif crée un centre de lecture publique de la Communauté française ou reconnaît une association de droit privé dont les missions sont les suivantes :

— assurer des actions de coordination, de recherche, de promotion de la lecture, d'édition bibliothéconomique, de bibliographie, de catalogage, de perfectionnement professionnel et toutes autres fonctions susceptibles d'apporter une aide aux bibliothèques publiques;

— entretenir des relations avec les associations professionnelles du secteur du livre de notre Communauté et avec les organismes nationaux et étrangers de bibliothéconomie et de documentation. »

Art. 4. A l'article 4 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o Les mots « l'Etat » sont remplacés par les mots « la Communauté française » et les mots « le ministre qui a la Culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'Exécutif ».

2^o La phrase introductive est remplacée par la phrase suivante :

« Pour être reconnue et garder le bénéfice de la reconnaissance par la Communauté française, une bibliothèque doit satisfaire aux conditions générales suivantes : ».

3^o Le point 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Disposer du personnel dirigeant et technique pourvu des diplômes et des certificats déterminés par l'Exécutif. »

4^o Le point 4 est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Être accessible à tous et avoir un nombre minimal de lecteurs, déterminé par l'Exécutif, proportionnel à la population à desservir. »

5^o Au point 6 le mot « notamment » est inséré entre les mots « compte tenu » et les mots « de l'étendue ».

6^o Au point 8 les mots « de gestion » sont remplacés par les mots « de concertation ».

(1) Session 1990-1991.

Art. 5. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Pour être reconnue, et garder le bénéfice de la reconnaissance, la bibliothèque percevra des droits d'inscription et/ou des taxes de prêt et des amendes dont les montants sont fixés par l'Exécutif. »

Art. 6. L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Sous réserve de l'article 10, § 2, l'Exécutif peut obliger les provinces, les communes et la Commission communautaire française à créer ou à organiser une bibliothèque publique conformément aux dispositions du présent décret et des arrêtés d'exécution.

A défaut pour l'une des autorités visées à l'alinéa précédent de satisfaire à cette obligation, l'Exécutif peut, par arrêté, désigner un Commissaire spécial.

Le Commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité défaillante, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne.

Préalablement à l'envoi d'un Commissaire spécial, l'Exécutif doit :

1° adresser à l'autorité visée, par pli recommandé, un avertissement motivé expliquant ce qui lui est demandé ou les mesures qu'elle reste en défaut de prendre;

2° donner à cette autorité, dans le même avertissement, un délai déterminé et raisonnable pour répondre à la demande à elle adressée, justifier son attitude, confirmer sa position ou prendre les mesures prescrites.

Les frais, honoraires ou traitements inhérents à l'accomplissement de sa mission sont à charge de l'autorité publique défaillante.

La rentrée de ces frais est poursuivie comme en matière d'impôts sur les revenus par le receveur des contributions directes sur l'exécutoire de l'Exécutif.

Sans préjudice des alinéas précédents, l'Exécutif peut recueillir ou faire recueillir auprès des autorités visées à l'alinéa 1^{er}, tant sur les lieux que par correspondance, tous renseignements et éléments utiles à l'appréciation par l'Exécutif de l'exécution par ces autorités de leurs obligations en matière de lecture publique. »

Art. 7. A l'article 7 du même décret, les mots « l'Etat » sont remplacés par les mots « la Communauté française » et les mots « la Commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles » sont remplacés par les mots « la Commission communautaire française ».

Art. 8. L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles à cet effet, l'Exécutif octroie :

1° Des subventions forfaitaires dont il fixe le nombre et le montant selon des critères qu'il détermine au titre d'intervention dans la rémunération du personnel technique ou dirigeant.

2° Des subventions forfaitaires de fonctionnement dont il fixe le montant selon des critères qu'il détermine.

3° Des subventions à raison de 60 p.c. des dépenses admissibles pour l'acquisition et la construction d'immeubles destinés aux bibliothèques publiques reconnues des communes, des provinces, des associations de provinces et de communes ou de la Commission communautaire française ainsi que pour la modernisation, l'agrandissement et l'aménagement de ces bibliothèques.

4° Des subventions à raison de 60 p.c. des dépenses admissibles pour la modernisation, l'agrandissement et l'aménagement des bibliothèques reconnues dépendant de pouvoirs organisateurs autres que ceux qui sont prévus au paragraphe précédent.

5° La Communauté française octroie des subventions d'équipement d'un montant égal à 50 p.c. des dépenses admissibles pour le renouvellement ou l'accroissement du matériel bibliothéconomique des bibliothèques reconnues et pour la création de leurs sections.

6° La Communauté française peut octroyer des subventions en livres et publications diverses.

Le pouvoir organisateur sollicitant les subventions prévues aux points 3° et 4° s'engage à maintenir l'immeuble faisant l'objet des travaux à usage de bibliothèque pendant une durée minimale, fixée dans chaque cas compte tenu de l'importance des subventions. En cas d'inexécution, il est tenu de rembourser tout ou partie des subventions, selon le délai restant à courir.

A cet effet, une convention est conclue entre l'Exécutif et le pouvoir organisateur, ainsi qu'avec le propriétaire de l'immeuble affecté à usage de bibliothèque. Sur avis du Conseil supérieur des bibliothèques publiques, cette convention fixe notamment les modalités du remboursement et détermine des sûretés personnelles ou réelles dont la nature et l'importance sont arrêtées en fonction du remboursement à garantir. »

Art. 9. A l'article 9 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « le ministre qui a la culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'Exécutif ».

2° Le 1^{er} alinéa du § 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La charge des dépenses de fonctionnement non couvertes par la Communauté française, des bibliothèques locales, principales, centrales et itinérantes, est répartie entre les pouvoirs organisateurs et les provinces. »

Art. 10. A l'article 10 du même décret, les mots « la Commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles » sont remplacés par les mots « la Commission communautaire française », les mots « le ministre qui a la culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'Exécutif » et les mots « l'Etat » sont remplacés par les mots « la Communauté française ».

Art. 11. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 12. A l'article 13 du même décret les mots « le ministre qui a la Culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'Exécutif » et les mots « 8, § 3, § 4, § 8 » sont remplacés par les mots « 8, 1°, 2° ».

Art. 13. A l'article 14 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « le ministre qui a la Culture française dans ses attributions » sont remplacés par les mots « l'Exécutif ».

2° Un § 4 rédigé comme suit est ajouté :

« § 4. A titre transitoire et pour une période de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du décret du... modifiant le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, les bibliothèques, régulièrement reconnues à cette date continuent à bénéficier du système de subventions en vigueur à cette date. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 2982

[C — 29555]

19 JULI 1991. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In lid 1 worden de woorden « de Franse Cultuurcommissie van de Brusselse agglomeratie » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschapscommissie », de woorden « de Staat » door de woorden « de Franse Gemeenschap » en de woorden « van de Minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » door de woorden « van de Executieve ».

2° In het laatste lid worden de woorden « de Minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » vervangen door de woorden « de Executieve ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 2 :

§ 1. De door de Franse Gemeenschap erkende of opgerichte openbare bibliotheken zijn plaatselijke, hoofd-, centrale, reizende of speciale bibliotheken.

De plaatselijke openbare bibliotheek bedient de bevolking van een of meer gemeenten. Zij kan bestaan uit verscheidene bibliotheconomische entiteiten met verschillende belangrijkheidsgraad — plaatselijke-kernbibliotheken, filialen en uitleenposten- en georganiseerd worden op grond van een net, bestemd tot het bedienen van haar werkgebied. Wanneer het net bestaat uit bibliotheconomische entiteiten die afhangen van verscheidene inrichtende machten, worden de modaliteiten van hun samenwerking bepaald door een overeenkomst afgesloten tussen de betrokken inrichtende machten die daartoe een coördinatiecomité aanstellen.

De openbare hoofdbibliotheek oefent haar activiteiten uit in het geografisch kader van verscheidene gemeenten en staat de plaatselijke openbare bibliotheken van haar werkgebied bij.

De centrale openbare bibliotheek staat de openbare hoofdbibliotheken en plaatselijke bibliotheken van haar werkgebied bij.

De reizende openbare bibliotheek bedient de plaatsen waar er geen bibliotheken bestaan en kan haar medewerking verlenen aan de plaatselijke openbare bibliotheken.

De speciale openbare bibliotheek is ervoor bestemd te voorzien in de lektuurbehoeften van personen die normaal de andere openbare bibliotheken niet kunnen bezoeken.

§ 2 De Executieve bepaalt de algemene voorwaarden betreffende de rangschikking, de vestiging, het geografisch gebied en de organisatie van de bibliotheken.

Voor elke categorie bibliotheken bepaalt de Executieve de bijzondere voorwaarden voor de erkenning.

Zij bepaalt de organisatie en de specifieke werking van de bibliotheken, opgericht door de Franse Gemeenschap. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In lid 1 worden de woorden « de Koning » vervangen door de woorden « de Executieve » en de woorden « de minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » door de woorden « de Executieve ».

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. Nr. 199 — nr. 1. — Ontwerp van decreet, nr. 2. — Verslag. Nr. 3. — Amendementen. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 10 juli 1991.

2° In lid 2 worden de woorden « van de minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » vervangen door de woorden « van de Executieve »;

3° Lid 3 van hetzelfde artikel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Executieve richt een centrum voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap op of erkent een privaatrechtelijke vereniging, belast met de volgende opdrachten :

— het waarnemen van activiteiten inzake coördinatie, onderzoek, bevordering van de lektuur, bibliotheconomische uitgave, bibliografie, catalogiseren, beroepsvervolmaking en alle andere werkzaamheden die hulp kunnen geven aan de openbare bibliotheken;

— betrekkingen bewaren met de beroepsverenigingen van de sector van het boekwezen van onze Gemeenschap en met de nationale en buitenlandse instellingen voor bibliotheconomie en documentatie.

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de Staat » worden vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschap » en de woorden « de minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » door de woorden « de Executieve ».

2° De inleidingszin wordt vervangen door de volgende zin :

« Om erkend te worden en gerechtigd te blijven op de erkenning door de Franse Gemeenschap, moet een bibliotheek aan de volgende algemene voorwaarden voldoen : »

3° Punt 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. Beschikken over een leidend en technisch personeel dat houder is van de diploma's en de getuigschriften bepaald door de Executieve ».

4° Punt 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4. Vrij toegankelijk zijn voor allen en een minimum aantal lezers tellen dat bepaald wordt door de Executieve, in verhouding tot de te bedienen bevolking ».

5° In punt 6 wordt het woord « inzonderheid » ingevoegd tussen het woord « en » en de woorden « rekening gehouden ».

6° In punt 8 wordt het woord « beheercomité » vervangen door het woord « overlegcomité ».

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Om erkend te worden en gerechtigd te blijven op de erkenning zal de bibliotheek inschrijvingsgeld en/of leningsgeld en boeten innen waarvan de bedragen door de Executieve worden vastgesteld. »

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6 : Onder voorbehoud van artikel 10, § 2, kan de Executieve de provincies, de gemeenten en de Franse Gemeenschapscommissie verplichten een openbare bibliotheek op te richten of te organiseren, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten. »

Voldoet een van deze in vorig lid bedoelde overheden niet aan deze verplichting, dankan de Executieve, bij besluit, een speciale Commissaris aanwijzen.

De speciale Commissaris is bevoegd alle nodige maatregelen te treffen in de plaats van de in gebreke gebleven overheid, binnen de perken van het mandaat waarmee hij werd belast bij het besluit houdende zijn aanwijzing.

Alvorens een speciale Commissaris te zenden moet de Executieve :

1° aan de bepaalde overheid, bij een ter post aangetekende brief een met redenen omklede kennisgeving sturen die aanwijzingen omvat over wat haar gevraagd wordt of over de maatregelen die zij in gebreke blijft te treffen;

2° aan deze overheid, in dezelfde kennisgeving een bepaalde en redelijke termijn geven om te voldoen aan het haar toegezonden verzoek, haar houding te verantwoorden, haar standpunt te bevestigen of de voorgeschreven maatregelen te treffen.

De kosten, erelonen of wedden verbonden aan het vervullen van zijn opdracht zijn ten laste van de in gebreke gebleven openbare macht.

Die kosten worden ingevorderd, zoals inzake inkomstenbelastingen, door de ontvanger der directe belastingen nadat de Executieve het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

Onverminderd de vorige leden, kan de Executieve bij de in lid 1 bepaalde overheden, zowel ter plaatse als per briefwisseling, alle inlichtingen en gegevens inwinnen of laten inwinnen die nuttig zijn voor de Executieve ter beoordeling van de uitvoering door deze overheden van hun verplichtingen inzake openbare lektuurvoorziening. »

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de woorden « de Staat » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschap » en de woorden « de Franse Commissie voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschapscommissie ».

Art. 8. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen de perken van de daartoe beschikbare begrotingskredieten verleent de Executieve :

1° forfaitaire toelagen waarvan zij het aantal en het bedrag bepaalt volgens criteria die zij vaststelt als tegemoetkoming in de bezoldiging van het technisch of leidend personeel;

2° forfaitaire werkingstoelagen waarvan zij het bedrag bepaalt volgens criteria die zij vaststelt;

3° toelagen naar rata van 60 pct van de toelaatbare uitgaven voor het aankopen en het oprichten van gebouwen bestemd voor de openbare bibliotheken, erkend door de gemeenten, de provincies, de verenigingen van provincies en gemeenten of de Franse Gemeenschapscommissie alsmede voor het moderniseren, het vergroten en de inrichting van deze bibliotheken;

4° toelagen naar rata van 60 pct. van de toelaatbare uitgaven voor het moderniseren, het vergroten en de inrichting van de erkende bibliotheken die afhangen van andere inrichtende machten dan deze die voorzien zijn in vorig lid;

5° de Franse Gemeenschap verleent uitrustingsstoelagen waarvan het bedrag gelijk is aan 50 pct van de toelaatbare uitgaven voor de hernieuwing of de vernieuwing van het bibliotheconomisch materieel van de erkende bibliotheken en voor de oprichting van hun afdelingen;

6° de Franse Gemeenschap kan toelagen verlenen in de vorm van boeken en verschillende publicaties.

De inrichtende macht die de onder de punten 3° en 4° bedoelde toelagen aanvraagt, verplicht er zich toe het gebouw, dat het voorwerp uitmaakt van de werken, verder ten dienste van een bibliotheek te behouden gedurende een minimale tijdruimte die voor elk geval wordt vastgesteld, rekening houdende met het bedrag van de toelagen. In geval van niet-nakoming is zij ertoe verplicht de toelagen volledig of gedeeltelijk terug te betalen, naargelang van de nog te lopen termijn.

Te dien einde wordt een overeenkomst gesloten tussen de Executieve en de inrichtende macht evenals met de eigenaar van het gebouw waaraan een bestemming van bibliotheek is gegeven.

Op het advies van de « Conseil supérieur des bibliothèques publiques » stelt deze overeenkomst inzonderheid de nadere regels voor de terugbetaling vast en stelt de persoonlijke of zakelijke zekerheden waarvan de aard en het bedrag worden vastgesteld op grond van de te verekenen terugbetaling. »

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » worden vervangen door de woorden « de Executieve »;

2° lid 1 van § 1 wordt vervangen door het volgende lid :

« De last van de werkingsuitgaven die niet gedekt worden door de Franse Gemeenschap van de plaatselijke, hoofdcentrale en reizende bibliotheken wordt verdeeld onder de inrichtende machten en de provincies. »

Art. 10. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden « de Franse Commissie voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie » vervangen door de woorden « de Franse Gemeenschapscommissie », de woorden « de minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » door de woorden « de Executieve » en de woorden « de Staat » door de woorden « de Franse Gemeenschap ».

Art. 11. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden « de minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » vervangen door de woorden « de Executieve » en de woorden « 8, § 3, § 4, § 8 » door de woorden « 8, 1°, 2°. »

Art. 13. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de minister tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort » worden vervangen door de woorden « de Executieve »;

2° een § 4, wordt bijgevoegd, luidend als volgt :

« § 4 Als overgangmaatregel en voor een periode van drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het decreet van 19 juli 1991 houdende wijziging van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening blijven de bibliotheken die op deze datum regelmatig erkend zijn, gerechtigd op het toelagenstelsel dat op deze datum van kracht is. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

F 91 — 2983

[S-C — 29535]

11 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française complétant pour les services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales — l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonction en rapport avec l'assistance et l'hygiène

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonction en rapport avec l'assistance et l'hygiène;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 1991;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu le protocole d'accord n° 51 du 26 juin 1991 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation du Comité de secteur XVII;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions, donné le 1er juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, telles que modifiées;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait :

— qu'un nombre important d'agents titulaires des grades de délégué permanent, délégué permanent de première classe, délégué permanent principal et délégué permanent en chef à la protection de la jeunesse ont été transférés dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française;

— que les règles relatives à la carrière administrative de ces agents n'ont jamais été adaptées aux dispositions du statut pécuniaire qui leur avaient été rendues applicables;